

Expliquez-vous Monsieur Bartolone !

Les liens politiques entretenus par Michel Alliot-Marie et François Fillon avec Ben Ali et Moubarak sont la traduction de leur mépris vis-à-vis des peuples qui se soulèvent contre les dictateurs. Ce gouvernement préfère s'acoquiner avec les grands de ce monde plutôt que de répondre aux aspirations populaires.

En revanche, une prise de position de Claude Bartolone, président socialiste du Conseil général de Seine-Saint-Denis, nous interroge.

Alors que la répression sanglante en Tunisie était à son sommet, que Ben Ali faisait tirer sur la foule à balles réelles, des voix s'élevaient dans le monde entier pour faire écho aux revendications des tunisiens, le 13 janvier Claude Bartolone, lui, déclarait au micro de BFM-TV (YouTube <http://www.youtube.com/watch?v=qYP3M5dJQ7M>) : « *le Président Ben Ali avait réussi à présenter aux tunisiens un compromis. Une marche plus lente que les pays occidentaux en direction de la liberté mais en échange l'éducation assurée pour les garçons et pour les filles, et l'association du peuple tunisien à un développement économique.* »

Ben Ali aurait donc, selon Claude Bartolone, instauré une marche vers la liberté ? Il aurait en outre associé le peuple au développement économique ?

« *C'est au président Ben Ali de trouver les conditions permettant de renouer les fils du dialogue* ». Voilà par quels mots Claude Bartolone concluait l'interview ! Or le 13 janvier nous étions déjà nombreux, aux côtés d'autres organisations de gauche et d'associations tunisiennes solidaires du mouvement, à demander la démission du dictateur, à faire écho à la volonté du peuple tunisien exprimée par le slogan : « *Ben Ali dégage !* »

Les femmes et les hommes de gauche, les écologistes, les militants associatifs, les tunisiens installés en France, sont en droit d'attendre des explications de la part de Claude Bartolone.

Le président du Conseil général doit aussi expliquer la signification de l'article du journal *Le Point*, daté du 12 janvier 2003 et encore présent sur son blog officiel : il y vante les relations privilégiées du régime tunisien avec un « *cercle d'amis* » parmi lesquels il figure.

Peut-il garder le silence ? Même s'il n'a pas, à ce jour, de responsabilité gouvernementale, Claude Bartolone doit s'expliquer auprès de celles et ceux qui placent leurs espoirs dans la gauche.

Le 11 février 2011



Contact : fase93@lafederation.org